

Le Peuple La Sentinelle

QUOTIDIEN SOCIALISTE - RED. ADM et PUBL. La Chaux-de-Fonds: Parc 103 161 tél (039) 310 88 161 adm et publ (039) 310 87 CCP 23 313
Lausanne Saint Pierre 1 tél (021) 22 69 10, CCP 10 8300 Genève: Argand 4 tél (022) 52 47 40 CCP 17 2714 ABONNEMENTS 1 mois Fr 4 -
3 mois Fr 11 - 6 mois Fr 22 - 1 an Fr 44 - LE NUMERO 30 ct Directeur René Meylan Rédacteur en chef responsable Willy Brandt

Fin de session au Grand Conseil neuchâtelois Neuchâtel, pionnier de la médecine du travail

Au début de sa séance de mardi, le Grand Conseil rend hommage au peintre Georges Froidevaux, auteur de la tapisserie qui orne sa salle, décédé vendredi. Puis il aborde un point très important de son ordre du jour.

Médecine du travail

Depuis plusieurs années, la médecine du travail et l'hygiène industrielle sont à l'ordre du jour dans notre canton. L'affaire du benzol n'est pas oubliée. Le Conseil d'Etat a fait son possible pour collaborer à la recherche d'une solution sur le plan romand; ses efforts n'ont pas abouti; il part donc seul aujourd'hui et demande à cet effet, dès 1968, un crédit de 160 000 fr.

Pierre Hirsch apporte au projet l'adhésion du groupe socialiste. Il regrette l'échec intervenu sur le plan romand. Il se félicite que le canton de Neuchâtel soit à l'avant-garde dans ce domaine. Il s'interroge sur la mise en activité d'une polyclinique psychiatrique et sur la formation future de médecins du travail.

Le D^r Porret (PPN) est réticent. Il se demande si la Caisse nationale ne suffit pas. Il craint une exploitation politique de la médecine du travail et redoute qu'on mette dans la tête des ouvriers qu'ils sont malheureux! Adol-

phe Hatt (soc.) dit en revanche sa satisfaction de responsable syndical.

Le D^r Dubois (POP) reconnaît le travail très considérable qui a été fait et la valeur du rapport présenté. Toutefois, il critique la forme de fondation privée prévue pour l'institution. Il montre enfin par quelques exemples précis que la médecine du travail est nécessaire et ne recouvre pas l'activité de la Caisse nationale.

Le groupe libéral, par la voix de M. François Jeanneret, accepte d'entrer en matière, mais se veut restrictif, pour ne pas dire réticent. Quant aux radicaux, M. Payot apporte leur adhésion.

Après d'inutiles palabres de députés qui cherchent à passionner le débat, ce qui ne s'impose nullement, Fritz Bourquin défend son projet. Aux populistes, il rappelle que les bases légales existantes sont limitées et qu'on ne peut pas tout faire en même temps. Aux libéraux, il affirme la nécessité de promouvoir largement la médecine du travail; la création d'un poste de médecin du travail ne constitue qu'un aspect des choses. La fondation envisagée a l'avantage d'associer tous les milieux à l'œuvre entreprise, étant entendu que le médecin bénéficiera d'une indépendance totale dans ses investigations.

Finalement, le projet est voté à

l'unanimité, après rejet d'un amendement popiste et d'un autre libéral.

Le Gymnase cantonal de La Chaux-de-Fonds

La construction d'un nouveau gymnase à La Chaux-de-Fonds coûtera 17 millions. On le devine: le seul énoncé de ce montant provoque des mouvements divers, et le rapport du Conseil d'Etat n'arrange rien: par sa brièveté, il élude des explications et justifications indispensables.

Fort heureusement, le groupe radical est seul à céder à la facilité et à proposer la non-entrée en matière. Encore se voit-il lâché publiquement par son conseiller national, M. Favre-Bulle et par le président du parti, M. Favre, qui ne mâchent pas leurs mots pour se séparer de leurs collègues. Tous les autres groupes appuient le projet. Au nom des socialistes, Henri Verdon souligne qu'en matière de constructions scolaires la pingrerie aboutit au contraire du but poursuivi: à des dépenses supplémentaires.

Après explications nouvelles de MM. Clottu et Grosjean, conseillers d'Etat, l'entrée en matière est votée par 83 voix contre 14 (la moitié du groupe radical), puis le projet est adopté par 87 voix contre 6.

(Suite en dernière page)

Bâle: Prélude au Carnaval



Lundi soir, le Carnaval bâlois a débuté par le concert monstre appelé « Drummeli » en langage populaire. Dans une procession sans fin, les cliques se sont succédé sur la scène du Théâtre Kuchlin. Mais le Carnaval bâlois ne battra son plein que les 4, 5 et 6 mars. Notre photo: la clique des arlequins.

NOUVELLES SUISSES

Ecoute téléphonique: Restrictions, mais... Pourquoi la poste et pas les banques?

Le nombre des personnalités officielles ayant le droit de demander aux PTT la surveillance d'une conversation téléphonique va être limité, de même qu'on va restreindre le nombre des cas justifiant cette pratique. Le projet de loi, qui fera l'objet d'un débat au Parlement, a été commenté mardi au cours d'une conférence de presse par le conseiller fédéral Gnaegi.

La Constitution garantit l'inviolabilité du secret postal, téléphonique et télégraphique. Les juristes ont toujours admis des dérogations « lorsqu'il s'agit de sauvegarder des intérêts supérieurs à ceux de l'utilisateur ».

A l'occasion de diverses affaires, ces dernières années, on a toutefois pu constater que le cercle des autorités pouvant ordonner de telles dérogations était très large. Désormais — selon le projet du Conseil fédéral — ne peuvent faire fonctionner les « tables d'écoute » que les juges d'instruction fédéraux, le procureur général de la Confédération et le chef de la police fédérale, les juges d'instruction militaires, les organes cantonaux d'instruction pénale, les commandants de police cantonaux et communaux (police criminelle). On a notamment éliminé de la liste: le chef du Département de justice et police, le Tribunal fédéral (mais ce point est encore contesté), les tribunaux militaires, les chefs de la gendarmerie des corps d'armée, les tribunaux pénaux des cantons et les présidents des tribunaux civils. (Réd.: sic!)

De cette énumération, il ressort en particulier que les autorités qui jugent ont été écartées, pour ne retenir

que les autorités qui mènent une enquête. L'écoute n'est plus possible pour des contestations judiciaires civiles ou, pour de simples contraventions. (Réd.: resic!) On n'a retenu que les instructions pénales ou les mesures visant à prévenir un crime ou un délit.

Des dispositions analogues sont prévues pour le trafic postal. Mais il fut bien précisé que les PTT n'ont pas le droit d'ouvrir une lettre. Elles peuvent, sur demande motivée, en saisir une et la transmettre à l'autorité.

En ce qui concerne l'écoute téléphonique, la conférence de presse a permis d'apprendre que l'autorité qui désire surveiller un abonné doit adresser une demande écrite au service juridique des PTT. Au service central d'écoute, à Berne, la conversation est enregistrée sur bande et une copie écrite du texte est envoyée au demandeur. Même si, par la suite, l'enquête le disculpe, l'intéressé n'est pas avisé de la surveillance dont il a été l'objet. Ces jours, a indiqué M. Gnaegi, 66 demandes étaient en suspens. Plus de la moitié concernaient des affaires d'espionnage.

(Réd.: On reste tout simplement confondu devant le « naturel » avec lequel on semble considérer ces pratiques inadmissibles. Et ce n'est pas la réduction de la liste des « autorisés » qui normalise la situation!

On se demande en particulier comment il se fait que le secret postal soit si aisément violable en Suisse, alors que le secret des banques, qui cache certainement autant de renseignements intéressants, est absolument tabou...)



Le triomphe de Fernande

Comme nous l'avons annoncé hier, la championne valaisanne Fernande Bochatay a été reçue, lundi soir, dans un enthousiasme général à son village natal, Salvan-Les Marécottes. Chacun voulait serrer la main personnellement à la jolie skieuse qui a remporté une médaille de bronze pour la Suisse, et, escortée par une foule d'admirateurs en délire, elle a été portée en triomphe jusqu'à la place communale (notre photo).

Cela s'est passé dans notre pays

BERNE: Le problème des frais médicaux. — Au cours d'une conférence commune les représentants des médecins bernois et les caisses maladie se sont occupés du problème de l'augmentation constante des frais médicaux et hospitaliers. Aussi, ont-ils été unanimes à considérer qu'une augmentation de la franchise s'impose impérieusement.

GENÈVE: Sur un air de fugue... — Un peintre en bâtiment d'origine vaudoise et un menuisier ébéniste bernois, tous deux âgés de 22 ans, ont été arrêtés par la police genevoise pour avoir conduit dans leur chambre une jeune fille de moins de 16 ans et s'être livrés sur elle à des attentats à la pudeur. La jeune victime avait fait une fugue et était recherchée par ses parents.

ZURICH: On arrête un faussaire jordanien. — Au début de février, le ministère public d'Amman avait décerné un mandat d'arrêt international pour abus de confiance de 50 000 dinars jordaniens, ce qui représente environ 600 000 fr., contre un employé de banque de 35 ans. Ce Jordanien, qui occupait le poste de chef du ser-

vice des changes à la banque Cairo-Amman, à Amman, s'envola le 15 février du Portugal à destination de la Suisse. Il fut arrêté à son arrivée à l'aéroport de Kloten. Il a avoué son délit. Au moment de son arrestation, il était en possession d'environ 270 000 fr. en monnaies étrangères et d'un pistolet.

GENÈVE: Escroc allemand arrêté. — Un commerçant allemand de Hambourg, qui faisait l'objet d'un mandat d'arrêt international, a été arrêté à Genève où il était en séjour. La police hambourgeoise le recherche pour escroqueries, émission de chèques sans provision et abus de confiance portant sur une somme globale de plusieurs dizaines de milliers de DM. Cet individu sera extradé cette semaine encore.

BERNE: Nouveaux ambassadeurs. — W. Spühler, président de la Confédération, et M. Celio, chef du Département militaire, ont reçu mardi, pour la remise de leurs lettres de créance, le nouvel ambassadeur de Finlande en Suisse, M. Alholm, et le nouvel ambassadeur de Grande-Bretagne, M. Hohler.

GENÈVE: Un pompiste attaqué

Un pompiste de nationalité italienne, âgé de 31 ans, a été attaqué mardi soir, à Genève, dans un garage du quartier des Pâquis, par un inconnu qui avait surgi derrière lui. Bien que saugement frappé à la tête, il opposa une résistance si sérieuse que le malfaiteur dut prendre la fuite sans avoir eu le temps de puiser dans la caisse de l'établissement. Le pompiste, qui était blessé à la tête, a été transporté dans une permanence médicale pour recevoir les soins que nécessitait son état. Quant à l'agresseur, un homme paraissant âgé de 25 ans environ, il est activement recherché par la police. Il a pris la fuite à pied en direction du quartier de Montbrillant.

GENÈVE: Huit tonnes de médicaments en carafe. — La Croix-Rouge internationale continue à se préoccuper d'obtenir l'autorisation d'envoyer par avion au Biafra huit tonnes de médicaments d'une valeur de 500 000

francs, dont la nécessité se fait durement sentir. Un avion-cargo attend à Genève depuis un mois de s'envoler. Mais jusqu'à présent cependant tous les efforts auprès des autorités balfraïses et nigériennes ont été vains.

LUGANO: Faussaires démasqués. — La police vient de mettre la main sur deux ouvriers de Viterbo, qui travaillent depuis deux ans à Lugano et qui entretenaient un commerce de fausses œuvres d'art étrusque, introduites au Tessin par l'intermédiaire d'amis résidant en Italie. Le commerce est assez étendu; il paraît être en rapport avec l'affaire internationale de faux qui vient d'être découverte en Italie.

THURGOVIE: Un arbre dans la maison. — Un accident peu banal s'est produit à Fischingen (TG). Des bûcherons étaient occupés à abattre des arbres dans une forêt. Un tronc, en tombant sur le sol fortement gelé, et très en pente, se mit soudain en mouvement, roula dans la vallée et entra dans la cuisine d'une maison dont la fenêtre regardait du côté de la forêt. Il s'y trouvait précisément une ménagère qui fut grièvement blessée. Le

tronc enfonça encore une porte avant de pénétrer dans une chambre.

TESSIN: Alerte aux gangsters. — Depuis quelques jours les polices tessinoise et italienne sont en état d'alerte. Elles recherchent en effet des bandits qui sont entrés en Suisse, venant d'Italie, à bord d'une voiture volée. Il s'agit de dangereux individus qui, selon des informations provenant d'Italie, ont la ferme intention de commettre une agression à main armée en Suisse. Mardi matin, aussi bien du côté italien que du côté suisse, des policiers avaient pris position, armés de mitraillettes.

BERNE: Retour du Congo. — On apprend au Département politique fédéral que les six experts suisses appréhendés au Congo pourront regagner leur pays mercredi. Leur « arrestation » avait pour but de contrôler leur identité.

LAUSANNE: Mort de la fille du baron de Coubertin. — Dans la nuit de lundi à mardi, est décédée, dans une clinique lausannoise, M^{lle} Renée de Coubertin, fille du baron Pierre de Coubertin, rénovateur des Jeux olympiques. Elle était née à Paris le 22 mai 1902 et habitait Lausanne.

